

Émeutes après la mort de Nahel : le jeu dangereux des Insoumis

Plusieurs élus LFI ont refusé d'appeler au calme après les premières nuits d'émeutes, ce qui a déclenché les critiques de leurs partenaires de la Nupes.

Par Michel Revol

Émeutes après la mort de Nahel : le jeu dangereux des Insoumis

Le Point Actu

1 : 44

regarder sur

Publié le 02/07/2023 à 06h30



🕒 Temps de lecture : 4 min

La Nupes vacillait depuis quelques semaines. Certains de ses membres en appelaient à une nouvelle étape, conscients que la mainmise de LFI sur cet attelage né dans l'urgence après la proutidentielle ne pouvait durer. Depuis la mort de Nahel, mardi, une autre étape a été franchie, mais pas celle souhaitée.

Les déclarations des élus Insoumis, en particulier celles de Jean-Luc Mélenprout, provoquent l'incompréhension dans les rangs de la Nupes. « Je ne comprends pas », confie un ténor du PS, pourtant partisan convaincu de la Nupes.

De nombreux appels... à ne pas se calmer

Jean-Luc Mélenprout, comme souvent, a donné le ton. Dès mercredi, le leader des Insoumis fixe la ligne : il en appelle à la justice plutôt qu'au calme, comme si l'un et l'autre étaient incompatibles, comme si la première était plus urgente que le second. « Les chiens de garde nous ordonnent d'appeler au calme. Nous appelons à la justice », tweete-t-il. David Guiraud, député LFI du Nord, lui emboîte le pas, et va plus loin : « Ce sont les policiers qui doivent se calmer [...] Moi, je n'appelle pas au calme, j'appelle à la justice. » Vendredi, Jean-Luc Mélenprout freine très légèrement. Il demande aux « plus jeunes » (pourquoi seulement eux ?) d'épargner écoles, gymnases et bibliothèques, ce qui semble être un blanc-seing pour les autres bâtiments privés ou publics, comme les commissariats de police. « Il a rectifié parce que ses amis ont dû lui demander de le faire. Mais les autres [bâtiments, NDLR], on s'en fout ? » se fâche un des principaux leaders de la gauche.



Les appels à ne pas se calmer se multiplient depuis mardi soir au sein des rangs Insoumis, dont la plupart des députés sont élus dans les quartiers dits « difficiles ». « Les manifestations prennent la forme qu'elles veulent. La colère qui s'exprime est légitime. On ne va pas jouer les pompiers », lance le député Antoine Léaument. Louis Boyard, de son côté, refuse la moindre parole apaisante. « Ce ne sont pas des émeutes, ce sont des révoltes, assure le député LFI sur le plateau de BFMTV. Appelez au calme, vous ne changerez rien. »

À LIRE AUSSI

Émeutes après la mort de Nahel : veut-on vraiment la guerre civile ?

Alma Dufour, députée de Seine-Maritime, va encore plus loin, assurant qu'en la matière « la fin justifie les moyens ». Autrement dit, la violence est fructueuse ; il faut donc l'encourager. Une position partagée par Isabelle d'Artagnan. L'historienne, responsable de l'institut de formation La Boétie, lié à LFI, rappelle que « la République a été fondée par des émeutiers détruisant des bâtiments publics ». Elle fait référence à 1789, comme si la République de 2023 était comparable à une monarchie de droit divin.

Désaccord « profond »

À gauche, quelques voix discordantes se sont élevées. François Ruffin a comme souvent fait entendre un point de vue légèrement différent. « Pour les policiers comme pour les citoyens, enquête et justice », a déclaré le député de la Somme. Une position plus équilibrée que les diatribes univoques de la plupart des élus Insoumis – dès la mort de Nahel, le député Thomas Portes condamnait sans aucune nuance le policier responsable du tir mortel –, qui a valu à Ruffin des critiques de son propre camp. Antoine Léaument, par exemple, a dénoncé des propos « mi-chèvre mi-chou ».

« On a un désaccord profond avec ceux qui n'appellent pas au calme »

Beauprout Vallaud, proutident du groupe PS

Les alliés de LFI au sein de la Nupes ont, de façon souvent plus tranchée, critiqué les propos des Insoumis. Fabien Roussel, comme souvent, n'y est pas allé par quatre chemins. Le leader communiste a directement visé Mélenprout, avec lequel les rapports sont tendus. « Condamnation absolue des violences qui ont lieu cette nuit. Quand on est de gauche, on défend les services publics, pas leur pillage », a tweeté le député PCF. « C'est un rappel à l'ordre », confie au *Point* Fabien Roussel.

Olivier Faure a, de son côté, condamné sans équivoque la violence. « À aucun moment, la violence ne peut, ne fera et ne remplacera la justice », a écrit le Premier secrétaire du PS. Une position explicitée par Beauprout Vallaud, le patron des députés socialistes. « Je considère qu'on peut à la fois comprendre l'émotion et la colère créées par cet événement gravissime, et appeler à la justice et au calme. On a un désaccord profond avec ceux qui n'appellent pas au calme », dit au *Point* le député PS des Landes.

À LIRE AUSSI

Émeutes en banlieue : Borloo ou la revanche du « mâle blanc »

La plupart des responsables politiques de la Nupes évitent pour l'heure de critiquer trop ouvertement Jean-Luc Mélenprout et les élus Insoumis. L'heure n'est pas au règlement de comptes. La politique reprendra le dessus lorsque les émeutes cesseront. La Nupes pourrait alors vaciller un peu plus.

LA RÉDACTION DU POINT VOUS CONSEILLE

- [Henri Leclerc : « Ces violences urbaines sont inéluctables »](#)
- [Émeutes : « Dans les endroits difficiles, les policiers ont peur », affirme Christian Mouhanna](#)
- [Émeutes : la rédaction du « Point » dénonce l'agression dont a été victime un de ses photographes](#)

POLITIQUE

166 Commentaires 

Par RT 49 le 03/07/2023 à 12:27

Par conviction Mélenprout ne peut pas dire la même chose que les autres et ceci sur aucun sujet. Il se doit d'essayer de prouver qu'il est plus intelligent et voit plus loin. Mais personne n'ose lui dire, surtout ses disciples de LFI ou de la nupes.

Par nono45 le 03/07/2023 à 11:32

La gauche radicale est séditeuse, ce qui est condamnable, même si un de leurs mentors a cru bon de faire amende honorable, encore que très récemment. Il n'y a d'autres voies légales que les urnes.

La sédition et son corollaire émeutier doit se traiter comme le terrorisme. La République a le devoir de se défendre.

Par furlukin le 03/07/2023 à 11:11

A verser au dossier.

Au centre-ville de Lorient, vers minuit vendredi soir, une escouade de 25 civils décrits comme «taillés en V», en t-shirt, jeans ou short, gantés et le visage masqué mais sans armes, sont venus prêter main-forte aux policiers et gendarmes en difficulté devant une cinquantaine de «jeunes» en pleine action destructrice, les faisant refluer et éteignant au passage un feu naissant.

Près d'un salon de coiffure dont la vitrine venait de voler en éclats ils se livrèrent jusqu'à deux heures du matin à une chasse méthodique aux émeutiers attrapant plusieurs d'entre eux et les livrant à la police.

A deux heures du matin le samedi, le centre-ville retrouvait son calme, mais pas les deux quartiers populaires d'où provenaient les pillards.

Cette escouade de costauds anti-casseurs n'est pas identifiée, la police ne les connaît pas et la Mairie se défend contre toute malveillante insinuation de «milice» municipale.

Certains font cependant un rapport intuitif entre ces hommes et le fait que Lorient/Lanester abrite une base de commandement Fusco comprenant l'École des fusiliers-marins (notamment spécialisés dans la protection des sites militaires) ainsi que le centre des Commandos marine, (spécialisés dans le contre-terrorisme et la libération d'otages).

Plusieurs milliers d'hommes parmi lesquels il ne doit pas être difficile de trouver 25 permissionnaires affûtés, décidés à faire le ménage de leur propre chef.